

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 juillet 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 5 juillet 2005, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 9 août 2004 (S/2004/663), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que le Népal a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Ellen Margrethe Løj



**Annexe**

**Lettre datée du 5 juillet 2005, adressée à la Présidente  
du Comité par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Népal  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport établi par le Gouvernement du Royaume du Népal en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Le Chargé d'affaires par intérim,  
Ministre plénipotentiaire,  
Représentant permanent adjoint  
(*Signé*) Arjun Bahadur **Thapa**

## Pièce jointe

### **Quatrième rapport du Népal concernant l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

#### **1. Mesures de mise en œuvre**

##### **Efficacité de la protection du système financier**

**1.1** Le Comité contre le terrorisme relève que, dans son troisième rapport (p. 3), le Népal a mentionné les mesures qu'il entendait adopter pour se conformer aux prescriptions énoncées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution. Le Comité souhaiterait avoir des précisions sur les mesures prises, ainsi que sur l'état d'avancement du processus d'adoption des instruments ci-après :

- Législation visant à placer l'ensemble des banques et autres établissements financiers sous le contrôle du Gouvernement;
- Législation visant à permettre au Népal de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des instruments bilatéraux et multilatéraux auxquels il est partie;
- Projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent; et
- Législation obligeant les banques et établissements financiers à faire rapport régulièrement sur toute transaction dépassant un certain seuil (p. 4 du troisième rapport).

##### *Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

L'ordonnance de 2004 sur les banques et établissements financiers, promulguée en février 2004, place l'ensemble des banques commerciales et des établissements financiers sous le contrôle de l'État. Les dispositions de cette ordonnance visent à permettre au Népal de s'acquitter des obligations qui lui incombent en ce qui concerne une protection efficace de son système financier, en vertu des instruments bilatéraux et multilatéraux auxquels il est partie (cf. en particulier les articles 74, 79 g) et i), 80 et 83).

Les instances compétentes du Gouvernement du Royaume du Népal examinent le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent, qui vise à obliger les banques et établissements financiers à faire rapport régulièrement sur toute transaction dépassant un certain seuil, y compris les transactions suspectes.

**1.2** Aux fins d'une application effective des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, les États doivent ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur le territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds qu'il est prévu d'utiliser ou dont il est connu qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme. Pour qu'un acte constitue une infraction au sens visé plus haut, il n'est pas nécessaire que les fonds soient effectivement utilisés pour financer un acte de terrorisme (voir par. 3 de l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme). Les actes visés peuvent constituer une infraction même si :

- L'acte terroriste auquel ils se rapportent a lieu ou est censé avoir lieu en dehors du pays;
- Aucun acte de terrorisme n'a été perpétré ou tenté;
- Il n'a été procédé à aucun transfert de fonds d'un pays à l'autre;
- Les fonds utilisés ont une origine légale.

Dans son rapport complémentaire (p. 4), le Népal informe le Comité qu'aux termes de l'article 3.1 de la loi 2058 de 2002 sur le terrorisme et les entreprises de déstabilisation (prévention et répression), il est interdit de se livrer à un acte visant à se procurer par la force des fonds ou des marchandises. Cette disposition ne répond pas entièrement aux prescriptions énoncées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, car elle n'érige en infraction que la collecte de fonds par la force. Le Comité saurait gré au Népal de bien vouloir indiquer les mesures qu'il entend prendre pour se conformer aussi pleinement aux autres prescriptions de cet alinéa de la résolution.

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

Comme le Népal l'a indiqué dans son troisième rapport, le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent a pour but de criminaliser la collecte forcée ou délibérée de fonds acquis par corruption, trafic de drogues, trafic d'êtres humains, d'armes et de munitions, et tout autre moyen considéré comme illégal.

**1.3 Aux fins de l'application effective des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, les États doivent prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme. À cet égard, les États doivent, entre autres, réglementer les structures parallèles de transfert de fonds, telles que le système « hawala ». Le Comité saurait gré au Népal de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il entend prendre pour réglementer ce secteur et se conformer ainsi pleinement aux prescriptions énoncées à l'alinéa en question.**

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

En tant que Banque centrale, la Nepal Rastra Bank (NRB) a pris certaines mesures concrètes destinées à assurer la légalité des services de transfert des revenus légitimes des ressortissants népalais à l'étranger. Elle a commencé à délivrer des licences aux bureaux de change népalais autorisés à effectuer de telles transactions à l'étranger. Des exemples d'expériences réussies sont à l'étude en vue d'être transposés ailleurs en fonction des besoins.

**1.4 Aux fins d'une application effective des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, les États sont tenus d'imposer aux banques et établissements financiers l'obligation de déceler les opérations financières suspectes et de les signaler aux autorités compétentes. Le Comité voudrait savoir quelles mesures le Népal entend prendre pour se conformer pleinement aux prescriptions énoncées à cet alinéa de la résolution.**

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

Le Népal entend incorporer dans le projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent une disposition sur l'obligation de signaler aux autorités compétentes les opérations financières suspectes.

En outre, l'ordonnance de 2004 sur les banques et établissements financiers dispose, en son article 48 (par. 3), qu'un établissement agréé ne peut en aucune façon aider quiconque à déposer sur un compte des fonds acquis par des moyens illégaux à dissimuler, convertir, virer ou transférer ces fonds, à en masquer la provenance ou à mentir à son sujet, ou à faire quoi que ce soit dans ce but, afin de mettre la personne en question à l'abri de poursuites judiciaires. Si un établissement agréé apprend ou soupçonne que tel a été le cas, il doit en informer sans tarder la Rastra Bank ou toute autre institution compétente en matière de lutte contre le détournement de fonds.

**1.5 Selon l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution, les États doivent geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes ou entités, résidentes et non résidentes, qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, ou qui les facilitent ou y participent. Il convient de noter à ce propos que les fonds et autres ressources financières ne doivent pas nécessairement être le produit d'une infraction; ils peuvent avoir une origine légale et être utilisés pour financer des actes de terrorisme au Népal ou à l'étranger. Le Comité souhaiterait savoir si le Népal peut geler des fonds liés au terrorisme à la demande d'un autre État.**

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

L'ordonnance de 2004 sur les banques et établissements financiers dispose ce qui suit en son article 80 (par. 1 et 2) :

1) La NRB peut à tout moment, dans le cadre d'une enquête visant à élucider un délit quel qu'il soit, ou pour protéger les intérêts nationaux en surveillant des activités liées au terrorisme ou à la criminalité organisée à l'échelle nationale ou internationale, ordonner à une institution agréée de geler un compte ouvert dans ladite institution au nom de toute personne, entreprise, société ou institution afin d'empêcher le retrait ou le transfert de fonds de ce compte sous quelque forme que ce soit.

2) Il incombe à l'institution agréée visée de se conformer aux directives formulées par la Nepal Rastra Bank au paragraphe 1.

**1.6 Selon l'alinéa b) du paragraphe 2 de la résolution, les États doivent prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, notamment en échangeant des renseignements avec d'autres États aux fins de l'alerte rapide. Le Comité souhaiterait connaître le nom des États avec lesquels le Népal échange des informations pour les alerter au plus vite que des activités terroristes pourraient avoir lieu.**

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

Le Népal est membre fondateur de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), dont sont également membres l'Inde, le Bhoutan, le Bangladesh, les Maldives, le Pakistan et Sri Lanka. La Convention régionale de l'ASACR sur la répression du terrorisme (1987) et son Protocole additionnel (2004) comportent des dispositions prévoyant que les États membres échangent des informations et des renseignements et mettent en commun leurs compétences pour prévenir les activités terroristes.

**1.7 Aux alinéas d) et e) du paragraphe 3 de la résolution, il est demandé aux États de devenir parties aux 12 conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et de les appliquer intégralement. Dans la partie de son rapport complémentaire relative à ces alinéas (p. 6), le Népal a indiqué qu'il était en voie de devenir partie aux conventions internationales pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et pour la répression du financement du terrorisme. Dans son troisième rapport (p. 5), le Népal a en outre indiqué qu'il étudiait les autres instruments pertinents. Le Comité voudrait savoir où en est le Népal en ce qui concerne la ratification des conventions et protocoles auxquels il n'est pas encore partie, ou son adhésion auxdits instruments, et l'incorporation dans sa législation interne des dispositions des conventions et protocoles auxquels il est déjà partie.**

*Réponse du Gouvernement du Royaume du Népal*

Les procédures administratives nécessaires pour que le Népal devienne partie aux instruments internationaux sur le terrorisme qu'il n'a pas encore ratifiés ou auxquels il n'a pas encore adhéré, notamment la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, sont en cours. La Constitution du Népal dispose que l'adhésion aux instruments internationaux ou leur ratification nécessite l'approbation du Parlement. Par conséquent, toute mesure en vue d'une adhésion ou d'une ratification pourra être prise dès que le Parlement aura été constitué.

---